

La liste et les montants financiers des travaux réalisés pendant le dernier exercice budgétaire, programmés pour l'exercice en cours, ou envisagés pour les exercices ultérieurs, notamment pour améliorer la qualité de l'eau distribuée ou pour limiter les défaillances de la distribution de l'eau susceptibles d'affecter les usagers.

ANNEXE II

LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

1° Les indicateurs techniques

a) Communes dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour : les indicateurs du programme d'assainissement défini à l'article 16 du décret n° 94-469 du 3 juin ;

b) Autre communes : le nombre d'habitants raccordés à une station d'épuration, la capacité de cette station, le nombre d'habitants disposant d'un système d'assainissement non collectif.

2° Les indicateurs financiers

a) Le prix de l'assainissement :

1. Les différentes modalités de tarification selon les types d'usagers raccordés, les modalités d'évolution et de révision de cette tarification.

2. L'ensemble des éléments relatifs au prix du mètre cube d'eau en distinguant au 1^{er} janvier de l'année de présentation du rapport :

- la rémunération du service public de l'assainissement :
 - soit, dans le cas d'une facturation binôme ou proportionnelle au volume consommé, l'abonnement annuel, le prix au mètre cube consommé, le cas échéant les surtaxes communale ou syndicale ;
 - soit, dans le cas d'une tarification forfaitaire, le montant du forfait et le volume correspondant, le prix du mètre cube supplémentaire, le cas échéant les surtaxes communale ou syndicale ;
- la redevance de l'agence de l'eau ;
- le cas échéant, la taxe Voies navigables de France ;
- le cas échéant, les autres taxes ou redevances ;
- la T.V.A.

3. La présentation d'une facture d'eau calculée au 1^{er} janvier de l'année de présentation du rapport et au 1^{er} janvier de l'année précédente, pour une consommation de référence définie par l'I.N.S.E.E. Cette présentation décomposera la facture entre les éléments définis au 2 et fera apparaître l'évolution sur un an de chacun d'entre eux.

Pour chacun des éléments ayant connu une variation, le rapport présentera les facteurs explicatifs tels l'amortissement des investissements à la charge de la collectivité ou du délégataire et les frais de fonctionnement des nouveaux ouvrages du service.

b) Les autres indicateurs financiers :

Les recettes d'exploitation autres que celles résultant du prix de l'assainissement (transport et traitement d'eaux usées en provenance de services voisins, diverses prestations offertes aux abonnés...).

Le cas échéant, la prime pour épuration de l'agence de l'eau. L'encours de la dette, les échéances, le montant des annuités figurant sur l'état de la dette.

La liste et le montant financier des travaux réalisés pendant le dernier exercice, programmés pour l'exercice en cours, ou envisagés pour les exercices ultérieurs, et le mode de dévolution des travaux.

Décret n° 95-636 du 6 mai 1995 relatif aux groupements d'intérêt public constitués pour exercer des activités dans le domaine de la protection de la nature

NOR : ENVN9530042D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France, et notamment son article 21 ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, et notamment son article 57 ;

Vu le décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social ;

Vu le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique,

Décète :

Art. 1^{er}. - Les groupements d'intérêt public visés à l'article 57 de la loi du 2 février 1995 susvisée sont créés par arrêté interministériel approuvant une convention constitutive. Cette convention constitutive précise notamment l'objet, la durée, les droits et obligations des partenaires ainsi que les règles d'organisation et de fonctionnement du groupement et de ses instances. Le groupement est constitué de personnes morales de droit public ou privé, de nationalité française ou non, comprenant au moins une personne morale de droit public français.

La convention constitutive du groupement d'intérêt public et ses modifications éventuelles prennent effet dès la publication de l'arrêté interministériel d'approbation conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé du budget au *Journal officiel* de la République française. Le groupement jouit de la personnalité morale et de l'autonomie financière à compter de cette même date.

L'arrêté d'approbation est également signé par les autres ministres pour les groupements comprenant des établissements qui relèvent de leur autorité ou de leur contrôle.

Les ministres peuvent déléguer ce pouvoir d'approbation au préfet de région ou de département.

Art. 2. - Sont publiés au *Journal officiel* de la République française l'arrêté d'approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public ainsi que des extraits de cette convention.

La publication fait notamment mention :

- De la dénomination et de l'objet du groupement ;
- De l'identité et de la nationalité de ses membres ;
- Du siège social ;
- De la durée de la convention ;

Des modalités de la tenue de la comptabilité et de la gestion du groupement ;

Et, le cas échéant, de la délimitation de la zone géographique couverte par le groupement.

Les modifications éventuelles de la convention constitutive ainsi que l'arrêté d'approbation de ces modifications font l'objet d'une publication dans les mêmes conditions.

Art. 3. - Le groupement est dissous de plein droit par l'arrivée au terme de sa durée contractuelle, sauf prorogation. Il peut également être dissous par décision de l'assemblée générale ou par abrogation de l'acte d'approbation.

La dévolution des biens est réglée selon les dispositions fixées par la convention constitutive.

Art. 4. - Les instances du groupement comprennent notamment :

- l'assemblée générale qui comprend un représentant de chacune des personnes morales membres du groupement ;
- le conseil d'administration qui est composé de représentants de membres du groupement choisis par l'assemblée générale ;
- le président du groupement est élu pour une durée renouvelable de trois ans par le conseil d'administration. Il préside l'assemblée générale et le conseil d'administration ;
- le directeur qui prépare les travaux de l'assemblée générale et du conseil d'administration et en exécute les décisions. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement. Il a autorité sur tout le personnel exerçant au sein du groupement.

Les deux premières instances peuvent être confondues lorsque le nombre de membres est inférieur à 15.

Les personnes de droit public françaises, les entreprises nationales françaises et les personnes morales de droit privé françaises chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble de la majorité des voix dans les deux premières instances.

La nomination du directeur par le conseil d'administration du groupement est prononcée après avis du ministre chargé de l'environnement sur les candidats proposés par le conseil.

Art. 5. – Le commissaire du Gouvernement auprès du groupement d'intérêt public est désigné par le ministre chargé de l'environnement.

Il assiste aux séances de toutes les instances de délibération et d'administration du groupement. Il a communication de tous les documents relatifs au groupement et droit de visite dans les locaux appartenant au groupement ou mis à sa disposition. Il peut provoquer une nouvelle délibération des instances du groupement dans un délai de quinze jours.

Il informe les administrations dont relèvent les personnes morales publiques participant au groupement.

Art. 6. – Les dispositions du titre II du décret du 26 mai 1955 susvisé et, le cas échéant, celles du décret du 9 août 1953 susvisé s'appliquent aux groupements d'intérêt public créés en vertu du présent décret lorsqu'ils comprennent l'Etat ou au moins un établissement, entreprise ou organisme public lui-même soumis au contrôle économique et financier de l'Etat en vertu des décrets susmentionnés.

Le contrôleur d'Etat auprès du groupement est désigné lors de l'approbation de la convention constitutive.

Art. 7. – La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion assurée selon les règles du droit privé, sauf si les parties contractantes ont fait le choix dans leur convention constitutive de la gestion publique ou si le groupement d'intérêt public n'est constitué que de personnes morales de droit public français.

Dans le cas où les règles de droit privé ne sont pas retenues, les dispositions du décret du 29 décembre 1962 susvisé relatives aux établissements publics à caractère industriel et commercial dotés d'un agent comptable sont applicables. L'agent comptable du groupement est alors nommé par arrêté du ministre chargé du budget.

Art. 8. – Le personnel exerçant pour le compte du groupement est constitué par :

Des personnels mis à disposition ;

Des personnels détachés rémunérés sur le budget du groupement, et, à titre subsidiaire par rapport aux effectifs des deux catégories précédentes, des personnels propres recrutés par contrat et rémunérés sur le budget du groupement.

Le recrutement de personnel propre par le groupement est soumis à l'approbation du commissaire du Gouvernement. Il ne peut concerner que des agents dont la qualification est indispensable aux activités spécifiques du groupement. Ces personnels sont soumis au droit du travail.

Les personnels ainsi recrutés, pour une durée au plus égale à celle du groupement, n'acquiescent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes participant au groupement.

Art. 9. – Le ministre du budget et le ministre de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,

MICHEL BARNIER

Le ministre du budget,
NICOLAS SARKOZY

Décret du 6 mai 1995 portant classement du parc naturel régional des Grands-Causse (Midi-Pyrénées)

NOR : ENVN9530047D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu le code rural, articles L. 244-1, R. 244-1 à R. 244-16 ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la charte constitutive du parc naturel régional des Grands-Causse ;

Vu l'avis favorable du Conseil national de la protection de la nature, lors de sa séance du 29 mars 1995 ;

Vu l'avis favorable de la Fédération des parcs naturels régionaux de France en date du 3 avril 1995 ;

Vu l'avis favorable du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, en date du 5 avril 1995 ;

Vu l'avis favorable du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 19 avril 1995 ;

Vu les avis favorables du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme en date du 17 mars 1995 et du 20 mars 1995 ;

Vu l'avis favorable du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur en date du 14 avril 1995 ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional de Midi-Pyrénées en date du 16 décembre 1994 approuvant la charte du parc naturel régional des Grands-Causse ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil général de l'Aveyron en date du 28 novembre 1994 approuvant la charte du parc ;

Vu les délibérations des communes concernées approuvant la charte du parc ;

Vu la délibération du bureau de la chambre d'agriculture du département de l'Aveyron en date du 5 décembre 1994 approuvant la charte du parc et adhérant au syndicat mixte de gestion ;

Vu la délibération de l'assemblée générale de la chambre des métiers du département de l'Aveyron en date du 5 décembre 1994 approuvant la charte du parc et adhérant au syndicat mixte de gestion ;

Vu la délibération de l'assemblée générale de la chambre de commerce et d'industrie de Millau, en date du 16 novembre 1994 approuvant la charte du parc et adhérant au syndicat mixte de gestion ;

Vu la délibération du conseil syndical du syndicat mixte A 75, en date du 14 novembre 1994 approuvant la charte du parc et adhérant au syndicat mixte de gestion,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont classés en parc naturel régional, pour une durée de dix ans à compter de la date de publication du présent décret, sous la dénomination de parc naturel régional des Grands-Causse, les territoires des communes de :

Canton de Belmont-sur-Rance

Belmont, Montlaur, Mounès-Prohencoux, Murasson, Reboursguil, Saint-Sever-du-Moustier.

Canton de Camarès

Arnac-sur-Dourdou, Brusque, Camarès, Fayet, Gissac, Mélagues, Montagnol, Peux et Couffouleux, Sylvanès, Tauriac-de-Camarès.

Canton de Campagnac

Campagnac, La Capelle-Bonance, Saint-Laurent-d'Olt, Saint-Martin-de-Lenne, Saint-Saturnin-de-Lenne.

Canton de Cornus

Le Clapier, Cornus, Fondamentc, Lapanouse-de-Cernon, Marnhagues et Latour, Saint-Beaulize, Sainte-Eulalie-de-Cernon, Saint-Jean-et-Saint-Paul, Le Vial-du-Pas-de-Jaux.

Canton de Millau-Ouest

Comprégnac, Creissels, Millau-Ouest, Saint-Georges-de-Luzençon.

Canton de Millau-Est

Aguessac, Compeyre, Millau-Est, Paulhe.

Canton de Nant

La Cavalerie, La Couvertorade, L'Hospitalet, Nant, Saint-Jean-du-Bruel, Saucières.

Canton de Peyreleau

La Cresse, Peyreleau, Rivière-du-Tarn, La Roque-Sainte-Marguerite, Saint-André-de-Vézines, Veyreau.

Canton de Saint-Affrique

La Bastide-Pradines, Calmels-et-Le-Viala, Roquefort-sur-Soulzon, Saint-Affrique, Saint-Félix-de-Sorgues, Saint-Izaire,